



leo lagrange
ALSACE LORRAINE

Règlement de fonctionnement 2024

Multi-accueil les P'tits Loups

COMMUNE DE
SAULXURES LES NANCY



DEPARTEMENT
MEURTHE
& MOSELLE



Dates d'application : du 1^{er} janvier 2024 au 31 décembre 2024



REGLEMENT DE FONCTIONNEMENT

Sommaire détaillé

DISPOSITIONS GENERALES	4
ART. 1 - La réglementation applicable.....	5
ART. 2 - Définitions	5
ART. 3 - Missions de l'établissement	6
ART. 4 - L'établissement petite enfance.....	6
LE PERSONNEL	7
ART. 5 – LE GESTIONNAIRE.....	7
ART. 6 - L'équipe	8
ART. 7 - La direction de l'établissement.....	8
ART. 8 - Secret professionnel	9
LES MODES DE GARDE	9
ART. 9 - Définition des différents modes d'accueil.....	9
L'ATTRIBUTION DES PLACES	10
ART 10. PREINSCRIPTION EN MULTIACCUEIL	10
ART. 11 Conditions d'admission pour l'accueil régulier	10
ART. 12 Commission d'attribution.....	11
ART. 13 - La période d'adaptation	12
ART. 14 - L'accueil de l'enfant en situation de handicap ou de maladie chronique.....	12
ART. 15 Accueil d'un enfant scolarisé.....	13
LA VIE QUOTIDIENNE	13
ART. 16 - L'arrivée	13
ART. 17 - Les activités.....	14
ART. 18 - Les repas.....	14
ART. 19 - Le matériel à fournir.....	14
ART. 20 - Les personnes autorisées à venir chercher l'enfant.....	15
ART. 21 - Le pointage des presences.....	15
ART. 22 - Les retards.....	15



ART. 23 - Les absences	16
ART. 24 - Modification du contrat à l'initiative des familles.....	16
ART. 25 - Modification du contrat a l'initiative du responsable.....	16
ART. 26 – RUPTURE ANTICIPEE DU CONTRAT	17
ART. 27 - Déménagement de la famille.....	17
ART. 28 - L'assurance obligatoire	17
ART. 29 – POLITIQUE DE CONFIDENTIALITE DES DONNEES PERSONNELLES	17
LA PARTICIPATION FINANCIERE ET LA CONTRACTUALISATION	18
ART. 30 - Principe général de tarification.....	18
ART. 31 - Contractualisation et participation financiere de L'accueil régulier	19
ART. 32 - Participation financière de l'accueil occasionnel.....	20
ART. 33 - accueil en urgence et tarifications specifiques.....	20
ART. 34 - ENFANT EN RESIDENCE ALTERNEE	20
ART. 35 - Modalités de paiement et relances	21
ART. 36 - Tarification de la période d'adaptation	21
ART. 37 - Changement de situation	21
LE SUIVI SANITAIRE ET L'ACCUEIL INCLUSIF	23
ART. 38 - Vaccinations obligatoires.....	23
ART. 39 - Suivi médical.....	23
ART. 40 - Administration de Médicaments.....	24
ART. 41 - Soins spécifiques.....	24
ART. 42 - Evictions.....	24
ART. 43 - Intervention en cas d'urgence.....	25
ART. 44- Le rôle du REFERENT SANTE ACCUEIL INCLUSIF.....	25
RELATIONS PARENTS / PROFESSIONNELS	27
ART. 45 - Lieux d'information des familles.....	27
ART. 46 - Adhésion à un dispositif de médiation de la consommation (art. L 616-1 du code de la consommation).....	28
ANNEXES	29



N

ous sommes heureux d'accueillir votre enfant au sein de notre établissement. Nous veillerons, au quotidien, à sa sécurité et à son épanouissement. L'ensemble de l'équipe éducative et la directrice restent toujours à votre disposition.

N'hésitez pas à les solliciter.

DISPOSITIONS GENERALES

L'enfant est au cœur de notre projet éducatif ; notre souci premier est de rassembler dans notre offre d'accueil l'ensemble des facteurs indispensables à son bien-être et à son développement.

En étroite collaboration avec vous, notre structure permet un apprentissage de l'autonomie et favorise la socialisation du jeune enfant.

À travers une observation attentionnée de l'enfant, l'instauration de limites et de règles, l'élaboration de réponses adaptées, la préoccupation d'une prise en charge individuelle au sein d'un collectif, nos professionnels qualifiés, relais de nos valeurs, sont garants de la qualité offerte à votre enfant.

Un lieu de découverte et d'éveil.

Un lieu de rencontres : entre enfants, entre parents, entre parents et professionnels, entre enfants et professionnels.

Un accueil de l'enfant au quotidien en fonction des demandes et des besoins des parents.

Ces objectifs sont visés par l'ensemble de l'équipe éducative, néanmoins, les moyens mis en œuvre peuvent être différents selon l'âge des enfants.

COORDONNEES DU MULTI-ACCUEIL	COORDONNEES GESTIONNAIRE	COORDONNÉES COLLECTIVITÉ
Multi-accueil les p'tits loups 1 Rue César Bagard 54420 SAULXURES LES NANCY 03 83 21 28 13 delphine.petitjean@leolagrange.org	LEO LAGRANGE PETITE ENFANCE ALSACE LORRAINE 2 rue Maurice Moissonnier 69 517 VAULX EN VELIN Tél. : 04.72.89.20.72 Fax : 04.72.89.20.73 llpe.al@leolagrange.org	Ville de SAULXURES LES NANCY 2 Rue de TOMBLAINE 54420 SAULXURES LES NANCY Tél : 03.83.29.18.29 Fax : 03.83.21.80.50

Le règlement de fonctionnement est affiché au sein de l'établissement et remis aux parents lors de l'admission de leurs enfants avec leurs contrats d'accueil.



ART. 1 - LA REGLEMENTATION APPLICABLE

Ce règlement se réfère aux textes et dispositions suivants :

- L'article 99 de la loi d'accélération et de simplification de l'action publique (dite loi ASAP) du 7 décembre 2020 et les décrets qui en découlent.
- Décret n°2000-762 du 1^{er} août 2000 relatif aux établissements d'accueil du jeune enfant.
- Décret n°2007-230 du 20 février 2007 modifiant le code de la santé publique qui fixe le nombre de places maximum en fonction de l'établissement et introduit la notion de règlement de fonctionnement.
- Décret n°2010-613 du 07 juin 2010 qui modifie le décret de 2007 et assouplit la capacité d'accueil des établissements.
- Décret n° 2021-1131 du 30 août 2021, relatif aux assistants maternels et aux établissements d'accueil du jeune enfant
- Arrêté du 31 août 2021 créant un référentiel national relatif aux exigences applicables aux établissements d'accueil du jeune enfant en matière de locaux, d'aménagement et d'affichage.
- Arrêté du 23 septembre 2021 portant création d'une charte nationale du jeune enfant.
- Instructions de la Caisse Nationale des Allocations Familiales en vigueur :
 - Circulaire Cnaf n°2014-009 du 26/03/2014
 - Circulaire Cnaf n°2019-005 du 05/06/2019
 - Instruction Technique n°2022-126 du 27/09/2022
 - Charte de la laïcité et charte des valeurs de la République.

Ce règlement de fonctionnement, dont les termes ont été agréés par la Caisse d'Allocations Familiales et la PMI, s'impose aux parents. L'admission d'un enfant vaut acceptation tacite de ces dispositions et engagement à les respecter.

ART. 2 - DEFINITIONS

Le terme « **parent(s)** » : est employé pour désigner le(s) parent(s) détenteur(s) de l'autorité parentale ou le(s) responsable(s) légal (aux) de l'enfant.

Le terme « **établissement** » correspond à la structure d'accueil collectif. L'abréviation EAJE correspond à Établissement d'Accueil de Jeunes Enfants.



Le terme **règlement de fonctionnement** correspond au document cadre qui fixe les conditions d'admission et d'accueil des enfants dans les établissements et précise les règles d'organisation desdits établissements conformément au décret n°2010-613 du 7 juin 2010.

ART. 3 - MISSIONS DE L'ETABLISSEMENT

Article R.2324-17 du code de la santé publique :

- ❶ L'établissement veille à la santé, à la sécurité et au bien-être des enfants qui lui sont confiés, ainsi qu'à leur développement.
- ❷ Il concourt à l'intégration sociale de ceux de ces enfants ayant un handicap ou atteints d'une maladie chronique.
- ❸ Il apporte son aide aux parents afin que ceux-ci puissent concilier leur vie professionnelle et leur vie familiale.

Par ailleurs, conformément à l'article R.2324-29 du décret n°2010-613 du 7 juin 2010, chaque structure met en œuvre un projet d'établissement et un projet social qui précisera les modalités d'intégration de l'établissement dans son environnement social ainsi que les dispositions prises pour la mise en œuvre du droit prévu par le dernier alinéa de l'article L.214-2 et L. 214-7 du code de l'action sociale et des familles à savoir :

L.214-2 : Les modalités de fonctionnement des équipements et services d'accueil des enfants de moins de six ans doivent faciliter l'accès aux enfants de familles rencontrant des difficultés du fait de leurs conditions de vie ou de travail ou en raison de la faiblesse de leurs ressources.

L.214-7 : Le projet d'établissement et le règlement intérieur des établissements et services d'accueil des enfants de moins de six ans, mentionnés aux deux premiers alinéas de l'article L. 2324-1 du code de la santé publique, prévoient les modalités selon lesquelles ces établissements garantissent des places pour l'accueil d'enfants non scolarisés âgés de moins de six ans à la charge de personnes engagées dans un parcours d'insertion sociale et professionnelle, y compris s'agissant des bénéficiaires de la prestation partagée d'éducation de l'enfant mentionnée au 3° de l'article L. 531-1 du code de la sécurité sociale, et répondant aux conditions de ressources fixées par voie réglementaire, pour leur permettre de prendre un emploi, de créer une activité ou de participer aux actions d'accompagnement professionnel qui leur sont proposées.

ART. 4 - L'ETABLISSEMENT PETITE ENFANCE

Le multi-accueil est un établissement petite enfance, il possède une capacité d'accueil de 30 places pour des enfants âgés de 10 semaines à 6 ans.

L'accueil en surnombre est autorisé conformément à l'arrêté du 8 octobre 2021, dans le respect des 115% de la capacité d'accueil et tout en n'excédant pas 100% de la capacité horaire hebdomadaire. Le taux d'encadrement de 1 professionnel pour 8 enfants qui marchent et 1 professionnel pour 5 non marcheur est respecté.



MODALITES D'OUVERTURE ET PERIODES DE FERMETURE L'ETABLISSEMENT :

- L'établissement est ouvert du lundi au vendredi de 7h30 à 18h30,
- Est fermé 5 semaines (3 semaines en août, 1 semaine entre Noël et nouvel an et une semaine pendant les vacances de printemps) et durant les jours fériés.
- Par ailleurs, 2 journées pédagogiques entraînant la fermeture de l'équipement sont prévues dans l'année.

Les dates sont communiquées aux parents lors de l'inscription et tous les ans au mois de septembre, une fois validées par la collectivité pour l'année scolaire débutant.

LE PERSONNEL

ART. 5 – LE GESTIONNAIRE

LA FEDERATION LEO LAGRANGE

Léo Lagrange Petite Enfance ALSACE LORRAINE (LLPE) est l'employeur de l'ensemble du personnel de la structure. Le personnel en place a été recruté conformément aux exigences du décret n°2010-613 du 7 juin 2010.

LLPE, S.A.S., a pour unique actionnaire l'association Léo Lagrange Centre Est, association loi 1901 déclarée à la préfecture du Rhône (RNA W691055880), identifiée au répertoire SIREN sous le numéro 323 686 691.

Association d'éducation populaire reconnue d'utilité publique attachée la non-lucrativité et l'utilité publique de ses actions, héritière de la philosophie optimiste de Léo Lagrange (sous-secrétaire d'Etat aux sports et à l'organisation des loisirs en 1936), la Fédération Léo Lagrange mobilise, depuis 1950, l'éducation non formelle (actions éducatives et de loisirs) et la formation tout au long de la vie pour contribuer à l'émancipation individuelle et collective et lutter contre toute forme de discrimination. Elle intervient aujourd'hui dans les champs de l'animation, de la formation professionnelle et de la petite enfance et accompagne sur l'ensemble du territoire les collectivités et acteurs publics dans la mise en œuvre de politiques éducatives, socioculturelles et d'insertion. Avec 7 900 salariés, 3 000 bénévoles et 900 000 usagers et bénéficiaires, elle a ainsi l'ambition de donner à tous les moyens de s'épanouir tout au long de la vie

ASSURANCE

L'assurance responsabilité civile et dommages aux biens est contractée auprès de la **MAIF**, elle est valable du 1^{er} janvier au 31 décembre 2024 et renouvelée chaque année.



ART. 6 - L'EQUIPE

L'équipe du multi-accueil est composée de :

- 1 directrice infirmière puéricultrice, référent santé accueil inclusif
- 1 adjointe éducatrice de jeunes enfants
- 1 éducatrice de jeunes enfants
- 3 auxiliaires de puériculture
- 4 animatrices petite enfance
- 1 agent d'entretien
- 1 agent polyvalent (linge et cuisine)
- Un intervenant accompagne l'équipe dans le cadre de l'analyses de la pratique professionnelle (APP)

Au minimum **deux personnes sont toujours présentes dans la structure** dont une personne diplômée.

ART. 7 - LA DIRECTION DE L'ETABLISSEMENT

MISSIONS DE LA DIRECTRICE

La directrice de l'établissement, en lien avec le personnel du siège de Léo Lagrange, assure les missions suivantes :

Accueil des enfants :

- Organiser l'admission des enfants et la participation des familles à la vie de l'établissement,
- Prendre en charge le projet pédagogique,
- Garantir la sécurité des enfants et la mise en œuvre des protocoles d'intervention médicale d'urgence.

Gestion de l'équipe :

Assurer l'encadrement du personnel, et à ce titre :

- Participer au recrutement du personnel, animer le travail de l'équipe et organiser le fonctionnement de la structure,
- Veiller au respect des obligations légales et réglementaires, notamment aux conditions d'exercice de la profession des membres de l'équipe.

Fonctions administratives :

- Tenir à jour les dossiers administratifs et médicaux des enfants,
- Être responsable de la facturation et des règlements,
- Veiller au respect des normes d'hygiène et de sécurité et assurer l'affichage du plan d'évacuation,



- Fournir au siège toutes les informations et données demandées,
- Participer à l'élaboration du règlement de fonctionnement.

La présente liste de missions n'est pas exhaustive et pourra être modifiée et complétée.

QUALIFICATION DE LA DIRECTRICE

La qualification de la directrice de l'établissement répond aux critères du diplôme requis par les textes en vigueur et agréé par le Président du Conseil Départemental.

LA CONTINUITE DE LA FONCTION DE DIRECTION

En l'absence de la directrice de l'établissement, la continuité de direction est assurée par l'adjoint puis par la personne la plus expérimentée. (Cf. Annexe 5 - Protocole « continuité de direction »).

L'ensemble du personnel de l'établissement est capable de mettre en place les différents protocoles d'urgence existants dans l'établissement.

ART. 8 - SECRET PROFESSIONNEL

Le secret professionnel est imposé à l'ensemble des salariés du multi-accueil, stagiaires compris.

LES MODES DE GARDE

ART. 9 - DEFINITION DES DIFFERENTS MODES D'ACCUEIL

L'ACCUEIL REGULIER : les besoins sont connus à l'avance et récurrents. Un contrat est établi sur un volume d'heures déterminé avec les parents selon leurs besoins.

L'ACCUEIL OCCASIONNEL : les besoins sont connus à l'avance, ponctuels et ne sont pas récurrents. Il y a réservation ou non du temps d'accueil. Un contrat et une fiche comptable sont établis.

L'ACCUEIL D'URGENCE : l'urgence peut concerner : les parents en situation de recherche d'emploi ou d'insertion professionnelle et dont l'absence de mode de garde pourrait entraîner un renoncement à un stage ou un emploi ; des situations familiales difficiles exceptionnelles pour des raisons de santé, d'accouchement, de séparation imposant le besoin d'un relais pour la garde de l'enfant ; l'indisponibilité non prévue du mode de garde habituel de la famille ; les demandes des partenaires sociaux (PMI, Conseil Départemental...). Un contrat et une fiche comptable sont établis.



Le caractère de la situation d'urgence sera évalué par la directrice. **Ce type d'accueil sera de courte durée. Nous accompagnerons la famille dans la recherche d'un mode de garde, si l'accueil au sein de l'EAJE ne peut être pérennisé.**

L'ATTRIBUTION DES PLACES

ART 10. PREINSCRIPTION EN MULTIACCUEIL

ACCUEIL REGULIER

Le dossier de préinscription est téléchargeable sur le site internet du multi accueil les p'tits loups : www.creche-lesptitsloups-saulxures.org

ACCUEIL OCCASIONNEL

La demande en accueil occasionnel s'effectue auprès de la directrice du multi-accueil.

ART. 11 CONDITIONS D'ADMISSION POUR L'ACCUEIL REGULIER

La structure accueille prioritairement les enfants des familles de la commune de Saulxures-Lès-Nancy.

L'accueil petite enfance est accessible à tous indépendamment des conditions d'activité professionnelle des parents, tout en garantissant le respect du principe de conciliation de la vie professionnelle et familiale par un examen attentif des besoins des familles.

N.B : si au moment de l'inscription définitive, les parents réduisent le nombre d'heures initialement prévu au contrat de plus de 10%, la directrice peut rejeter l'inscription. Le dossier devra alors être ré-étudié lors de la commission d'attribution suivante.

Exception : une demande de changement d'horaire peut être acceptée s'il est justifié par un changement de situation professionnelle entre le dépôt du dossier et la signature du contrat (perte d'un emploi, emploi à temps partiel, congé maternité, manifestés après le passage de la commission), et si l'organisation de la structure le permet.



ART. 12 COMMISSION D'ATTRIBUTION

L'attribution des places s'inscrit dans une **volonté d'équité et de lisibilité pour toutes les familles**. Elle aura lieu annuellement au printemps, et autant que besoin.

Lors du premier rendez-vous auprès de la directrice, **les documents suivants** sont à fournir :

- Les numéros allocataires CAF ou MSA

Pour connaître les ressources de la famille à partir desquelles sont calculées les participations familiales dues à la structure pour l'accueil de l'(des) enfant(s), l'établissement utilise le service de consultation du dossier allocataire par le partenaire (CDAP) web mis à disposition par la CAF : l'acceptation par les familles du présent règlement de fonctionnement vaut acceptation de la consultation d'un service Internet à caractère professionnel, mis à disposition pour la Caf de Meurthe et Moselle, permettant d'accéder à des éléments de votre dossier d'allocations familiales nécessaires à l'exercice de notre mission. Conformément à la Loi du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés nous vous rappelons que vous pouvez vous opposer à la consultation de ces informations en nous contactant. Dans ce cas, il vous appartient de nous fournir les informations nécessaires au traitement de votre dossier : le(s) parent(s)/responsable(s) légal(aux) concernés et les familles non allocataires remet(remettent) une copie du dernier avis d'imposition ou de non-imposition de la famille et selon le cas toutes pièces justificatives qui seraient nécessaires ;

- Le livret de famille ;
- Un justificatif de domicile (relevé France Télécom, EDF-GDF...) datant de moins de 3 mois ;
- Les noms, adresse et numéro de téléphone du médecin traitant ;
- Une attestation d'assurance en responsabilité civile ;
- Un extrait de jugement de divorce s'il y a lieu ;
- Le carnet de vaccinations de l'enfant ;
- Le régime alimentaire spécifique et/ou les allergies ou contre-indications connues ;
- Les différentes autorisations annexées.

JUSTIFICATIFS DE REVENUS

- L'avis d'imposition des deux parents composant le foyer de l'année N-2 (les 4 pages) en l'absence de revenus déclarés à la Caisse d'allocations familiale.
- A défaut :
- Le certificat de salaire de l'année N-2 des revenus perçus à l'étranger.
- Le bilan d'activité pour les travailleurs indépendants de l'année N-1.
- Les familles en congé parental, maternité, paternité, ou en congé sans solde, devront fournir une attestation indiquant la date de reprise de l'activité professionnelle et le revenu, signée de l'employeur.

Lorsqu'une place a été attribuée, afin que l'admission soit effective :

- Le dossier d'admission doit être complet,
- L'enfant doit être à jour des vaccinations obligatoires (Cf. 6 « Le suivi sanitaire),



- Les parents ont signé, en fonction de leurs souhaits, une autorisation pour :

Des sorties ou activités extérieures,

Qu'une personne majeure de leur choix puisse venir chercher leur enfant ; les coordonnées de cette (ces) personne(s) figurera (ont) sur une liste préétablie et une carte d'identité sera exigée à l'accueil,

Une hospitalisation en cas d'urgence (cette autorisation est obligatoire),

Que des photos puissent être prises et affichées, au sein de l'établissement, conformément au droit à l'image, au fichier informatique et liberté (CNIL)

Que des photos puissent être prises et diffusées à l'extérieur de l'établissement (presse, médias), conformément au droit à l'image, au fichier informatique et liberté (CNIL)

Que la directrice puisse consulter le service CDAP web mis à disposition par la CAF et en conserver une copie d'écran (Les documents comptables sont à conserver le temps légal et pour les justificatifs d'activités ouvrant au calcul du droit à la PSU, 4 ans + année en cours).

Que les parents consentent à laisser l'établissement utiliser les données statistiques de la CDAP dans le module FILOUE.

Que les parents valident la rubrique Politique de confidentialité des données personnelles de ce règlement de fonctionnement.

ART. 13 - LA PERIODE D'ADAPTATION

Une fois l'inscription finalisée, une **période d'adaptation** est prévue en accord avec les parents. Cette période d'adaptation est souhaitable afin qu'enfants, parents et équipe professionnelle se connaissent mieux et créent des relations de confiance.

Une séparation progressive est absolument indispensable pour l'enfant, comme pour ses parents.

Cette période est **organisée avec les parents** et s'adapte **aux besoins et réactions de l'enfant**.

Une à deux semaines sont nécessaires pour une bonne adaptation, la durée étant variable suivant les besoins de l'enfant mais aussi des parents. Elle sera facturée en fonction du nombre d'heures (ou ½ heures) réellement effectuées suivant le tarif fixé pour la famille.

ART. 14 - L'ACCUEIL DE L'ENFANT EN SITUATION DE HANDICAP OU DE MALADIE CHRONIQUE

Extrait du Paragraphe 1 du décret du 1^{er} août 2000 :

« Les établissements et les services d'accueil veillent à la santé, à la sécurité et au bien-être des enfants qui leur sont confiés, ainsi qu'à leur développement. Ils concourent à l'intégration sociale de ceux de ces enfants ayant un handicap ou atteints d'une maladie chronique »

L'accueil d'un enfant présentant un handicap fait partie des missions de toute structure petite enfance ; chaque enfant a besoin de **d'intégration sociale, de temps collectifs, d'espace, de découverte.**



La structure est un service public délégué par la collectivité à **Léo Lagrange Petite Enfance Alsace Lorraine**, et à **ce titre, garantit l'égalité d'accès pour tous.**

Aussi, c'est en concertation avec le référent santé accueil inclusif de la structure, les professionnels en charge de son suivi médical ou autre et sa famille, que l'équipe du multi-accueil accueillera un enfant présentant un handicap.

Cela ne doit en aucun cas entraver la qualité d'accueil des autres enfants.

Ces enfants seront accueillis selon les modalités citées ci-dessus, sous réserve qu'un projet d'accueil individualisé (P.A.I) soit mis en place en collaboration avec le médecin référent de l'enfant ainsi que le référent santé accueil inclusif de la structure.

Le temps de présence devra être adapté à l'enfant, pour qu'il s'épanouisse au contact de la collectivité. Les parents devront fournir à la structure tout le matériel afin de garantir la sécurité et le bien-être de leur enfant.

ART. 15 ACCUEIL D'UN ENFANT SCOLARISE

Les enfants scolarisés peuvent être accueillis dans la structure de manière occasionnelle (pendant les vacances scolaires) en fonction des possibilités de la structure et jusqu'à 6 ans, date d'anniversaire.

LA VIE QUOTIDIENNE

Conformément à la circulaire de la CNAF : Lettre circulaire Cnaf n° LC-2014-009, l'établissement fournit les couches et les repas. Dans le cas où ces produits ne conviendraient pas y compris dans le cadre des laits de régime ou dans le cadre d'une prescription médicale, il revient aux parents d'assurer cette fourniture, sans modification de tarif. Pour information, une seule marque de lait maternisé est proposée par l'établissement. Les parents qui le souhaitent, peuvent fournir le lait qui leur convient sans modification de tarif.

ART. 16 - L'ARRIVEE

C'est un moment d'une grande intensité pour l'enfant et ses parents. Face à cette situation de séparation, l'équipe est un soutien rassurant.

Les professionnels accompagnent l'enfant pour l'amener à être acteur dans l'épreuve de la séparation. Il est demandé aux parents de rester quelques minutes avec leur enfant et de ne pas partir sans lui dire « au revoir ». La transition Maison/Crèche peut être aidée par l'apport d'un objet familier (un seul doudou... silencieux).

Les parents transmettent leurs consignes pour la journée (heure de lever, petit déjeuner, heure de départ, maladie ou comportement inhabituel, prise de médicament : nom, dosage et heure, autres informations) aux professionnels.

Les poussettes doivent être entreposées dans le local prévu à cet effet. Aucune surveillance n'est assurée par le personnel.



Seuls les parents sont autorisés à pénétrer dans la pièce de vie, où ils confieront leur enfant à un des professionnels de l'équipe.

Afin de préserver le calme, la sécurité et le sommeil des enfants, toute autre personne doit attendre dans le hall ou à l'extérieur.

Le port des sur-chaussures mises à disposition est obligatoire dès l'entrée dans les espaces de vie.

ART. 17 - LES ACTIVITES

Au cours de la journée, des activités libres ou dirigées sont proposées aux enfants. Des sorties à la bibliothèque, spectacle à thème, conteuse, éveil à l'anglais, intervenante musicale... sont aussi proposés aux enfants.

Les parents sont parfois sollicités pour participer à certaines activités ou sorties.

ART. 18 - LES REPAS

L'enfant arrive le matin en ayant pris son premier repas ou biberon à la maison.

Les repas sont confectionnés par notre partenaire API RESTAURATION et livrés en liaison froide. Un agent technique de restauration effectuera la réception, la remise en température et le service des repas. La période d'introduction de l'alimentation diversifiée se fera d'abord à la maison et ensuite dans le lieu collectif.

Les régimes alimentaires particuliers, ainsi que les contre-indications, doivent être signalés par écrit lors de l'admission et donnent obligatoirement lieu à un protocole d'accueil individualisé (PAI).

*Dans un souci de laïcité, nous ne proposons qu'un seul plat **avec ou sans viande**.*

Pour le lait maternel, il doit être amené congelé dans un sac isotherme. Son étiquetage est nécessaire et doit préciser la date et l'heure du prélèvement.

Les parents ne sont pas autorisés à apporter au sein des structures, des repas confectionnés par eux pour leurs enfants sauf en cas de P.A.I.

ART. 19 - LE MATERIEL A FOURNIR

Pour le bien-être de l'enfant, les parents doivent fournir systématiquement :

- Des vêtements de rechange adaptés à la saison et marqués au nom de l'enfant ;
- Un objet familier afin de sécuriser l'enfant (doudou...)
- Des vêtements, pour les jeux extérieurs, adaptés à la saison ;





- L'ensemble des traitements à administrer à l'enfant, prévus sur l'ordonnance, en cas de prescription médicale.
- Des chaussons, si l'enfant a l'habitude d'en porter.

L'ensemble des vêtements doit être marqué au nom de l'enfant (y compris les casquettes, chapeaux, bonnets, blousons, anoraks, chaussures, chaussons...). Le port de bijoux (gourmettes, boucles d'oreilles, chaînettes...) et les barrettes sont interdits. La crèche décline toute responsabilité en cas de détérioration, perte ou vol d'objet.

A noter que le bain journalier ne sera pas donné à la structure.

ART. 20 - LES PERSONNES AUTORISEES A VENIR CHERCHER L'ENFANT

Si une tierce personne vient chercher l'enfant, elle doit obligatoirement figurer sur la liste établie et signée par les parents. De plus, l'équipe doit en être informée à l'avance et une pièce d'identité sera systématiquement demandée.

Nous rappelons que les enfants ne seront pas confiés à une personne mineure (y compris aux frères et sœurs).

ART. 21 - LE POINTAGE DES PRESENCES

Les parents badgent **en entrant** le matin et **en sortant** le soir de la structure.

Il est demandé aux parents de prévoir le temps nécessaire à la bonne prise en charge de leur enfant (échange avec les professionnels, habillage...) afin de respecter les horaires prévus au contrat.

Pour rappel, chaque ½ heure entamée est comptabilisée tant du côté des heures réalisées que des heures facturées.

Dans le cadre de l'accueil occasionnel, ce principe s'applique même dans le cas où l'établissement pratique une réservation à la ½ heure.

ART. 22 - LES RETARDS

En cas de retard, il est demandé de prévenir l'établissement par téléphone. Pour tout dépassement supérieur à 5 minutes, **chaque demi-heure entamée sera due** (Cf. partie facturation).

En aucun cas le retard ne devra se prolonger après l'heure de fermeture de l'établissement, cette situation pouvant être un motif de rupture du contrat.

Dans le cas où personne ne viendrait chercher l'enfant au moment de la fermeture de la structure et après avoir épuisé toutes les possibilités pour joindre la famille, ou toute autre personne habilitée à venir chercher l'enfant, la directrice pourra faire appel aux services de police.



ART. 23 - LES ABSENCES

Afin d'éviter toute contestation, chaque demande doit être adressée à la directrice par écrit (courrier ou mail).

Les familles en **accueil régulier** doivent prévenir la directrice de leur prise de congés dans un délai d'une semaine (7 jours de date à date). Pour être au plus proche des besoins des parents, le nombre de congés accordés aux familles n'est pas limité (règlementation C2014-009).

Les familles en **accueil occasionnel** doivent prévenir de leur désistement dans un délai de 24 heures (la veille et jours ouvrés), les heures (ou ½ heures) réservées et non réalisées, ne seront pas facturées.

En revanche, dans le cas où la famille a réservé des heures (ou ½ heures) mais ne prévient pas de son désistement dans le délai de prévenance, les heures (ou ½ heures) réservées et non réalisées lui seront tout de même facturées.

En dehors des jours d'absence communiqués dans le délai de prévenance, les absences seront facturées selon le principe de « toute heure (½ heure) réservée est due » à l'exception des cas suivants, pour lesquels les heures (ou ½ heures) pourront être déduites :

- Dans le cas de maladie d'une durée supérieure à 1 jour, une déduction sera effectuée à partir du 2ème jour (carence de 1 jour), sur production d'un justificatif,
- Dans le cas d'éviction, par la directrice du multi-accueil
- Dans le cas d'hospitalisation de l'enfant, une déduction sera appliquée sur la totalité de l'absence sur production d'un justificatif,
- En cas de fermeture de la structure pour un évènement exceptionnel.

ART. 24 - MODIFICATION DU CONTRAT A L'INITIATIVE DES FAMILLES

Tout changement de contrat d'accueil devra faire l'objet d'une demande écrite, soumise à l'accord de la directrice. Ce changement s'effectuera dans un délai d'un mois, suivant les possibilités d'accueil de l'établissement.

Les changements de situation professionnelle ou familiale peuvent donner lieu à une modification de contrat, sur présentation d'un justificatif.

ART. 25 - MODIFICATION DU CONTRAT A L'INITIATIVE DU RESPONSABLE

Le responsable de la structure pourra modifier à la baisse ou à la hausse le contrat d'accueil de la famille s'il est constaté un décalage régulier entre les heures contractualisées et celles réellement effectuées.



Lors d'un changement de situation professionnelle (cessation de travail, congé parental d'un des deux parents pour élever un enfant, chômage...), le responsable de la structure se réserve le droit de revoir le contrat à la baisse jusqu'à reprise de l'activité.

ART. 26 – RUPTURE ANTICIPEE DU CONTRAT

Lorsque la famille ne respecte manifestement pas le règlement de fonctionnement, cf. exemples ci-dessous, le gestionnaire prévient par lettre recommandée avec accusé de réception. La famille dispose d'un mois pour trouver une solution de remplacement, suite à quoi le contrat prendra fin.

- ❶ Pour toute absence prolongée non justifiée d'au moins 15 jours ;
- ❷ Pour non-respect des horaires,
- ❸ Pour non règlement des participations financières (2 mois consécutifs).
- ❹ Mise en danger des enfants et/ou du personnel.

A l'initiative de la famille :

Toute demande d'arrêt de contrat d'accueil doit être notifiée par écrit en respectant le délai de préavis d'un mois.

Dans tous les cas, la participation reste due, même si l'enfant est retiré plus tôt.

ART. 27 - DEMENAGEMENT DE LA FAMILLE

Les familles qui déménagent hors de la commune doivent en informer la structure par écrit.

Le changement du lieu de résidence des parents entraîne une majoration de 30% de la tarification horaire.

ART. 28 - L'ASSURANCE OBLIGATOIRE

Les enfants sont couverts par une assurance responsabilité civile pendant leur temps de présence dans la structure ainsi que pendant les activités qui peuvent être proposées en dehors des locaux.

Un défaut de surveillance des parents entraînant un accident, à l'intérieur de l'établissement, de leur fait ou du fait de leur enfant, dès lors qu'il est placé sous leur responsabilité, fait jouer leur propre responsabilité civile.

ART. 29 – POLITIQUE DE CONFIDENTIALITE DES DONNEES PERSONNELLES

Les informations personnelles recueillies dans le dossier d'inscription et la fiche sanitaire individuelle sont obligatoires pour permettre l'inscription de votre enfant.



Concernant le dossier d'inscription, les données recueillies font l'objet d'un traitement informatique et sont réservées uniquement au service enfance de la ville, et à la direction de Léo Lagrange. Les données nominatives sont conservées pour une durée maximale d'un an en base active, avant d'être archivées pendant 5 années. Elles sont ensuite totalement détruites.

Concernant la fiche sanitaire, vos données personnelles sont réservées à la direction, au référent santé et aux services PMI. Elles sont conservées sous format papier dans le dossier de l'enfant pour une durée de 5 ans avant destruction. La consultation du site de la CAF : Dans le cadre du versement de la prestation de service unique par la Caisse d'Allocations Familiales, nous sommes amenés à conserver les données nominatives et financières mentionnées sur la fiche de consultation CDAP durant 5 ans et ce pour répondre aux délais de conservation demandés par la Caf ou l'administration fiscale en cas de contrôles.

Conformément au Règlement général sur la protection des données (RGPD), vous bénéficiez d'un droit d'accès, de rectification, d'opposition, de portabilité, d'effacement de vos données ou d'une limitation du traitement. Vous pourrez exercer ces droits en vous adressant par écrit à :

Pour Léo Lagrange : llce@leolagrange.org

LA PARTICIPATION FINANCIERE ET LA CONTRACTUALISATION

L'établissement est financé par la participation des familles, complétée par une prestation de service de la Caisse d'Allocations Familiales et ou de la MSA et par une participation de la collectivité.

La participation financière des familles est définie par la réglementation nationale relative à la PSU (Prestation de Service Unique). Un barème national s'applique à toutes les familles (Cf. Annexe 1).

Dans le cas d'une garde partagée entre les parents, 2 contrats de garde seront établis (Cf. Annexe 3).

ART. 30 - PRINCIPE GENERAL DE TARIFICATION

La participation demandée à la famille couvre la prise en charge de l'enfant pendant son temps de présence dans la structure, y compris les repas et les soins d'hygiène, dont les couches.

La participation financière est calculée selon un taux d'effort modulé en fonction du nombre d'enfants à charge et appliqué aux ressources N-2 avant abattements (figurant sur CDAP).

Mode de calcul :

Ressources annuelles N-2 avant tout abattement / 12 mois x Taux d'effort = tarification Horaire / Enfant

Le tarif horaire de chaque famille sera revu :

- Au 1er janvier de chaque année et en cas de modification ou de renouvellement de contrat dans l'année,



- Si des modifications surviennent dans la situation familiale : perte d'emploi, naissance, congé parental etc.... La famille devra déclarer par écrit à la structure et à la Caf son changement de situation, pour qu'il soit pris en compte. Suite à cette déclaration, la structure consulte via CDAP les ressources de la famille mises à jour.
- " Les subventions publiques octroyées par la caisse d'allocations familiales aux gestionnaires des structures d'accueil du jeune enfant sont basées en partie sur les heures de fréquentation réelle des enfants. Ces heures doivent être fiables, pour que les subventions publiques versées par la CAF correspondent au juste financement. Dès lors, le gestionnaire est tenu à la plus grande vigilance quant au correct enregistrement de ces heures. Les familles sont invitées à informer la direction de la structure de toute erreur dans le relevé d'heures de présence réelle qui leur serait transmis. Des contrôles peuvent être diligentés par la CAF."

LES RESSOURCES MINIMALES ET MAXIMALES

La CNAF définit chaque année les ressources minimales et maximales déterminant un tarif « plancher » et un tarif « plafond » selon le taux d'effort de la famille.

En cas d'absence de ressources ou de ressources inférieures à celles définies par la CNAF, le tarif plancher est appliqué.

En l'absence de tout justificatif et dans l'attente de leur production, le plafond maximum sera appliqué.

Le montant de la participation financière de la famille est modifié chaque année dès communication des nouveaux barèmes de la CNAF. Les familles se verront alors proposer une fiche comptable au contrat d'accueil portant sur la modification tarifaire pour l'accueil de leur enfant à compter du 1er janvier de l'année en cours.

MAJORATIONS ET MINORATIONS

Une minoration est appliquée dans le cas où l'un des enfants de la famille présente un handicap (sur justificatif) : application du taux d'effort immédiatement inférieur.

Une majoration de 30% sur le tarif horaire est appliquée aux familles ne résidant pas sur la commune de Saulxures-Lès-Nancy.

ART. 31 - CONTRACTUALISATION ET PARTICIPATION FINANCIERE DE L'ACCUEIL REGULIER

Les plannings de réservation sont fournis par la famille pour une période de 1 à 12 mois et font l'objet d'une contractualisation sur la période communiquée.

Les heures réservées sont facturées en fin de mois conformément aux réservations du mois concerné.



En cas de dépassement horaire ou d'absences excusées ou autorisées, les heures sont régularisées sur le mois concerné.

Les ressources à prendre en compte sont celles retenues pour l'octroi des prestations familiales ou, à défaut, celles retenues en matière d'imposition.

Les familles acceptent que la direction de la structure consulte ses ressources sur le service CDAP et les archive dans le dossier de l'enfant si besoin. La famille s'engage également à signaler à la direction et à la CAF tout changement de situation qui entrainerait une modification des ressources à prendre en compte le cas échéant.

Les barèmes fixés par la CAF sont révisés chaque année au 1er janvier.

ART. 32 - PARTICIPATION FINANCIERE DE L'ACCUEIL OCCASIONNEL

La facture correspondant aux heures (ou ½ heures) effectuées est établie chaque fin de mois.

ART. 33 - ACCUEIL EN URGENCE ET TARIFICATIONS SPECIFIQUES

Pour les enfants accueillis en urgence, l'application du barème Cnaf est obligatoire : application du taux d'effort et des ressources à prendre en compte tels que définis dans l'accueil régulier et accueil occasionnel.

Le plancher de ressources est retenu pour le calcul des participations familiales dans les cas suivants :

- ❶ Familles ayant des ressources nulles ou inférieures à ce montant plancher ;
- ❶ Enfants placés en famille d'accueil au titre de l'aide sociale à l'enfance ;
- ❶ Personnes non-allocataires ne disposant ni d'avis d'imposition, ni de fiches de salaires.

Cas des familles non allocataires ne souhaitant pas transmettre leurs justificatifs de ressources : pour toute autre situation (ex : famille accueillie ne souhaitant pas communiquer volontairement ses justificatifs de ressources), le gestionnaire applique à ces familles le montant des ressources « plafond ».

ART. 34 - ENFANT EN RESIDENCE ALTERNEE

En cas de résidence alternée, un contrat est établi avec chacun des parents en fonction de leur nouvelle situation familiale.

Dans un souci d'équité de traitement, les modalités de calcul sont identiques qu'il y ait, ou non, un partage des allocations familiales.

La charge de l'enfant en résidence alternée doit être prise en compte par les deux ménages.



En cas de familles recomposées, les ressources et les enfants du nouveau conjoint sont à prendre en compte.

ART. 35 - MODALITES DE PAIEMENT ET RELANCES

La facturation est établie à mois échu et doit être acquittée avant le 10 du mois suivant, à l'exception des prélèvements qui seront effectués le 15 du mois suivant.

- Chaque facture émise comporte le solde restant à payer sur la(ou les) précédente(s) facture(s).

Le paiement de la facture peut se faire :

- Par prélèvement bancaire,
- Par chèque à l'ordre de LLPE ALSACE LORRAINE,
- Par virement bancaire (RIB à demander à la directrice, avec mention obligatoire du numéro de facture dans le libellé du virement)
- Par CESU (chèque emploi service unique), les CESU dématérialisés sont acceptés.

En cas de difficulté de paiement, il est recommandé de contacter au plus tôt la directrice de la structure.

En cas de non-paiement il sera procédé :

- A l'envoi de 2 lettres de relance en courrier simple à 15 jours d'intervalle.
- Sans paiement ou prise de contact de la famille avec la directrice une 3^{ème} relance par courrier recommandé avec accusé de réception sera effectuée.

En parallèle, la direction peut mettre un terme au contrat d'accueil de l'enfant.

Les frais de toute nature occasionnés par un incident de paiement (rejet de prélèvement, chèque impayé...) sont à la charge de la famille. Ces frais ne peuvent excéder un montant fixé par décret.

ART. 36 - TARIFICATION DE LA PERIODE D'ADAPTATION

La période d'adaptation sera facturée en fonction du nombre d'heures (ou ½ heures) réellement effectuées, sur la base du principe « toute demi-heure entamée est due ».

ART. 37 - CHANGEMENT DE SITUATION

Tout changement de situation familiale ou professionnelle, ainsi que tout changement d'adresse, de numéro de téléphone (privé ou professionnel) doit être immédiatement communiqué par écrit à la directrice de l'établissement et à la CAF.



Seuls les changements familiaux ou professionnels cités ci-après donneront lieu à une révision du montant de la participation familiale et ceci sur présentation des justificatifs correspondants :

- Isolement (suite à séparation, divorce, décès),
- Modification du nombre d'enfants à charge,
- Début ou reprise de vie commune,
- Chômage indemnisé de plus de 2 mois
- Début ou reprise d'activité,
- Cessation totale d'activité,
- Invalidité avec cessation totale d'activité.

Une fiche comptable sera systématiquement éditée et signée par les parents à chaque changement tarifaire.

Lorsque le changement de situation entraîne une baisse des participations familiales, deux cas de figure peuvent se présenter en cas de déclaration tardive :

- Lorsque l'usager déclare le changement de situation dans un délai de 3 mois à compter de sa survenance, le gestionnaire sera tenu de procéder au remboursement rétroactif des différences trop perçues au cours des 2 derniers mois (date d'effet m+1)
Le gestionnaire procédera au remboursement rétroactif des différences trop perçues selon les modalités suivantes (avoir à déduire de la prochaine participation familiale, ...).
- Passé ce délai de 3 mois, le gestionnaire n'appliquera la modification tarifaire qui en découle qu'à compter du mois suivant le jour de la déclaration (date d'effet m+1).

Lorsque le changement de situation entraîne une hausse des participations familiales :

- Si l'usager procède à une déclaration tardive, le gestionnaire exigera le paiement rétroactif des différences non versées à compter du mois suivant la survenance du changement de situation

Nous rappelons que la loi punit de peines sévères quiconque se rend coupable de fraude ou de fausses déclarations, et que la CAF se réserve à tout moment le droit de contrôler l'exactitude de toutes les déclarations.

En cas de fraude, fausse déclaration ou omission volontaire établies, le gestionnaire appliquera la sanction prévue, à savoir l'exclusion et mettra ainsi un terme au contrat d'accueil de l'enfant.



LE SUIVI SANITAIRE ET L'ACCUEIL INCLUSIF

Un certificat d'aptitude à la vie en collectivité délivré par votre médecin traitant est nécessaire pour l'entrée en collectivité.

ART. 38 - VACCINATIONS OBLIGATOIRES

L'admission de l'enfant ne pourra être effective que si l'enfant a reçu les vaccins obligatoires. Le (la) directeur(trice) devra s'assurer du suivi du calendrier vaccinal pour chaque enfant accueilli.

Vaccin contre la diphtérie, tétanos, poliomyélite, coqueluche, haemophilus influenzae, hépatite B et pneumocoque : 1ère injection à 2 mois, 2ème injection à 4 mois, 3ème injection à 11 mois.

Vaccin contre le méningocoque à 5 mois puis rappel à 12 mois.

Vaccin contre la rougeole, les oreillons et la rubéole à 12 mois puis rappel entre 16 et 18 mois.

En cas de contre-indication, une concertation aura lieu entre le Référent Santé Accueil Inclusif de l'établissement (RSAI) et le médecin traitant. Le RSAI assure le contrôle de l'application des vaccinations. Un dossier sera rempli avec les dates de vaccinations et la notification par écrit de tout problème médical particulier (allergies, convulsions fébriles...).

ART. 39 - SUIVI MEDICAL

La directrice, son adjointe ou l'auxiliaire de puériculture se réservent le droit de ne pas accepter un enfant s'ils estiment que son état de santé ne lui permet pas de supporter la collectivité. Si ces signes ont lieu pendant les heures de présence, les parents seront appelés pour venir chercher leur enfant. Dans ce cadre, il s'agit d'une éviction, les heures (ou ½ heures) seront déduites automatiquement de la facturation.

Un enfant présentant de la fièvre en cours de journée bénéficiera d'un traitement antipyrétique selon la prescription du médecin traitant de l'enfant (photocopie de l'ordonnance actualisée du médecin traitant + autorisation parentale). Les parents seront prévenus si la fièvre est supérieure à 38°5 afin qu'ils puissent prendre les mesures exigées par l'état de leur enfant.

Le carnet de santé est un document qui appartient à l'enfant. Il s'agit d'un document strictement confidentiel qui ne peut être consulté que par le RSAI de la structure. Cependant, dans un souci de sécurité, il est préférable que le carnet de santé soit présent dans le sac de votre enfant.



ART. 40 - ADMINISTRATION DE MEDICAMENTS

Conformément au décret n° 2021-1131 du 30 Août 2021 et tout autre décret qui pourrait avoir suivi, relatif aux actes professionnels et à l'exercice de la profession d'infirmier, aucun médicament ne pourra être administré, exception faite pour les antipyrétiques et ceux mentionnés dans les PAI sans prescription médicale.

Les médicaments prescrits par le médecin doivent être fournis par les parents. Ils doivent être marqués au nom de l'enfant et être impérativement remis en main propre au personnel encadrant ainsi que l'ordonnance. Le flacon de médicament (type antibiotique) sera ouvert à la structure et gardé pendant toute la durée du traitement, il faut donc prévoir un flacon spécifique pour la structure. Les médicaments à donner le matin et le soir (c'est à dire 2 fois par jour) seront à donner à la maison par les parents.

Tout problème médical ou allergie médicamenteuse ou alimentaire ayant une influence sur la garde de l'enfant devra être signalé lors de l'inscription.

Dans le cadre de l'aide à la prise médicamenteuse, tout professionnel d'établissement d'accueil du jeune enfant peut désormais administrer un médicament, sous réserve d'avoir reçu les explications nécessaires, et de maîtriser le français lu.

En pratique, au multi accueil les p'tits loups, les traitements sont administrés par le RSAI ou les auxiliaires de puériculture. Nous demandons, qu'en accord avec le médecin de votre enfant, les traitements soient prescrits en 2 doses, matin et soir, à donner à la maison, afin d'éviter d'éventuelles erreurs ou de surcharger les professionnelles,

Il sera exigé une autorisation parentale que vous devrez fournir, complétée et signée avec une copie de l'ordonnance le premier jour du traitement. Sans ces documents, l'administration ne pourra pas se faire.

A noter, la première prise devra être impérativement faite à la maison.

ART. 41 - SOINS SPECIFIQUES

Les interventions de professionnels de santé extérieurs à l'établissement peuvent être envisagées après accord de la directrice et sur ordonnance médicale uniquement.

ART. 42 - EVICTIONS

Les évictions sont prononcées par la directrice du multi-accueil.

Après une éviction de ce type, un certificat médical de non contre-indication à la vie en collectivité sera demandé.

Cependant, pour toute autre maladie susceptible d'être contagieuse, l'éviction se fera sur l'appréciation du responsable et de l'infirmière (conjonctivite, gastroentérite, bronchiolite,...). Le médecin peut également être consulté.

Il sera demandé aux parents de consulter leur médecin, ce dernier permettant ou excluant le maintien en collectivité.



La déduction financière pour éviction est valable le jour-même.

Si dans la famille, il survient une maladie contagieuse particulière (type méningite, grippe A,...), la déclaration doit être faite immédiatement au directeur afin que toutes les dispositions soient prises.

ART. 43 - INTERVENTION EN CAS D'URGENCE

Les parents autorisent la directrice de l'établissement à prendre toute initiative nécessaire en cas d'accident ou de maladie subite survenue à l'enfant. Les parents seront contactés le plus rapidement possible.

PROCEDURES D'URGENCE

En cas d'accident grave, pendant le temps de présence de l'enfant à la crèche, l'équipe :

- Appellera le SMUR (15),
- Préviendra la famille,
- Pourra contacter le médecin de la structure,
- Pourra joindre le médecin traitant en cas de besoin,
- Pourra faire conduire l'enfant à l'hôpital,

Pour cette raison, nous insistons sur le fait qu'il est important que l'autorisation d'hospitalisation soit signée par les parents lors de l'inscription.

PROTOCOLE EN CAS D'ALLERGIE

Le projet d'accueil individualisé (PAI) a été mis en place en 1999, mais en 2003 la circulaire n°2003-135 du 8-9-2003 a élargi son application aux centres d'accueil des enfants et adolescents (halte-garderie, multi-accueil, centres de loisirs et de vacances). Aussi nous préconisons pour tout enfant souffrant d'une allergie avérée de rédiger un PAI.

Toutefois, le référent santé accueil inclusif doit donner son avis lors de l'admission, après examen de l'enfant en présence des parents.

ART. 44- LE ROLE DU REFERENT SANTE ACCUEIL INCLUSIF

Le référent santé accueil inclusif est la directrice de l'établissement, titulaire du diplôme d'état d'infirmière puéricultrice. Il ne peut pas délivrer d'ordonnance.

Il assure les actions d'éducation et de promotion de la santé auprès du personnel. Il veille à l'application des mesures préventives d'hygiène générale, et des mesures à prendre en cas de maladie contagieuse, d'épidémie ou d'autres situations dangereuses pour la santé.



Si la situation l'exige, le RSAI peut, en cas de maladie contagieuse, décider de la fermeture momentanée de l'établissement pour une durée déterminée, ou décider de l'éviction d'un enfant. Sa décision est sans recours.

Les vaccinations prévues par les textes en vigueur au jour de l'admission seront effectuées par le médecin traitant.

Le carnet de santé de l'enfant sera présenté à la directrice de l'établissement le jour de l'admission, après chaque vaccination, après chaque maladie ou intervention médicale.

Toute maladie de l'enfant devra être signalée à la directrice de l'établissement.

Si l'enfant était atteint d'une maladie contagieuse, un certificat de non contagion devra être remis à la directrice de l'établissement le jour du retour de l'enfant.

Toute contre-indication médicale et/ou alimentaire devra être signalée à la directrice de l'établissement, dûment justifiée par un certificat du médecin traitant.

LES MISSIONS DU REFERENT SANTE (EXTRAIT DU DECRET 2021-1131 DU 30 AOUT 2021)

1. Informer, sensibiliser et conseiller la direction et l'équipe de l'établissement ou du service en matière de santé du jeune enfant et d'accueil inclusif des enfants en situation de handicap ou atteints de maladie chronique ;
2. Présenter et expliquer aux professionnels chargés de l'encadrement des enfants les protocoles prévus au II de l'article R. 2324-30
3. Apporter son concours pour la mise en œuvre des mesures nécessaires à la bonne adaptation, au bien-être, au bon développement des enfants et au respect de leurs besoins dans l'établissement ou le service
4. Veiller à la mise en place de toutes mesures nécessaires à l'accueil inclusif des enfants en situation de handicap, vivant avec une affection chronique, ou présentant tout problème de santé nécessitant un traitement ou une attention particulière
5. Pour un enfant dont l'état de santé le nécessite, aider et accompagner l'équipe de l'établissement ou du service dans la compréhension et la mise en œuvre d'un projet d'accueil individualisé élaboré par le médecin traitant de l'enfant en accord avec sa famille
6. Assurer des actions d'éducation et de promotion de la santé auprès des professionnels, notamment en matière de recommandations nutritionnelles, d'activités physiques, de sommeil, d'exposition aux écrans et de santé environnementale ; veiller à ce que les parents ou représentants légaux puissent être associés à ces actions
7. Contribuer, dans le cadre de la protection de l'enfance, en coordination avec le directeur de l'établissement ou du service, au repérage des enfants en danger ou en risque de l'être et à l'information de la direction et des professionnels sur les conduites à tenir dans ces situations, selon les conditions prévues à l'article L.226-3 du code de l'action sociale et des familles
8. Etablir, en concertation avec le directeur de l'établissement ou du service, les protocoles annexés au règlement de fonctionnement de et veiller à leur bonne compréhension par l'équipe



9. Contribuer, en concertation avec le directeur à l'établissement des protocoles annexés au règlement de fonctionnement prévus au II de l'article R. 2324-30 du présent code, et veiller à leur bonne compréhension par l'équipe
10. Procéder, lorsqu'il l'estime nécessaire pour l'exercice de ses missions et avec l'accord des titulaires de l'autorité parentale ou représentants légaux, à son initiative ou à la demande du directeur, à un examen de l'enfant afin d'envisager si nécessaire une orientation médicale
11. Délivrer, lorsqu'il est médecin, le certificat médical attestant de l'absence pour l'enfant de toute contre-indication à l'accueil en collectivité prévu au 1° du I de l'article R. 2324-39-1

RELATIONS PARENTS / PROFESSIONNELS

ART. 45 - LIEUX D'INFORMATION DES FAMILLES

L'équipe professionnelle a le souci du bien-être de chaque enfant et souhaite la collaboration des familles. Cette relation de confiance se vit au quotidien à l'occasion de l'arrivée et du départ de l'enfant.

Les informations nécessaires à la bonne marche de la structure sont données soit de façon individuelle par la directrice, soit par voie d'affichage ou par le biais de courriers dans le casier de l'enfant.

Pour approfondir les échanges et renforcer cette relation de confiance, des réunions peuvent être organisées en cours d'année. Elles peuvent avoir pour thème tout ce qui touche à la vie de l'enfant dans la structure, le développement psychomoteur, ou tout autre thème proposé par les parents eux-mêmes. Des temps festifs sont aussi organisés en cours d'année.

Un conseil d'établissement a lieu une fois par an. Il est institué pour faire le bilan annuel de la structure tant au niveau pédagogique que financier et évoquer les perspectives et projets pour l'année suivante. Deux représentants des parents participent et donnent leur avis sur le fonctionnement de la structure.

Lors du premier entretien, la directrice informe les parents du fonctionnement général du multi-accueil.

Elle présente :

- Le projet d'établissement,
- Le règlement de fonctionnement,
- Les intervenants extérieurs et leurs missions (le psychologue, le pédiatre...),
- Le contrat d'accueil,
- La tarification,
- L'ensemble des solutions de garde sur le territoire.





Pour les échanges quotidiens ou autres préoccupations, les parents sont invités à discuter avec l'équipe au moment de l'accueil du matin ou du soir. Les menus et les informations sur la vie de l'établissement seront affichés à l'entrée et sur l'application Kidizz de la structure.

Les parents s'engagent à **respecter le présent règlement**. En cas de conflit, une procédure à l'amiable sera toujours préconisée.

ART. 46 - ADHESION A UN DISPOSITIF DE MEDIATION DE LA CONSOMMATION (ART. L 616-1 DU CODE DE LA CONSOMMATION)

Un médiateur de la consommation est nommé au siège de la fédération Léo Lagrange – 150 Rue des Poissonniers - 75 883 PARIS.

Depuis le 1er janvier 2016, tout professionnel doit permettre à tout consommateur l'accès à un dispositif de médiation de la consommation en vue de la résolution amiable de tout éventuel litige.

Le recours à un médiateur est un mode de règlement alternatif et extrajudiciaire des litiges pouvant naître dans le cadre d'une relation entre un professionnel et un consommateur. Cette procédure s'avère plus rapide mais aussi gratuite pour le consommateur, tout en garantissant la même confidentialité des échanges.

Cette obligation de désigner un médiateur de la consommation résulte de l'article L.612-1 du code de la consommation. Pour y répondre, le professionnel se doit de choisir un médiateur parmi ceux inscrits sur la liste des médiateurs prévue à l'article L.615-1 du code de la consommation et adhérer à son dispositif de médiation de la consommation.

La Commission d'évaluation et de contrôle de la médiation de la consommation (CECMC) a établi une liste des médiateurs de la consommation qu'elle a référencés.

La Fédération Léo Lagrange a ainsi désigné AME Conso comme médiateur de la consommation notamment pour tous ses établissements régionaux après avoir vérifié que les modalités d'adhésion et le dispositif de médiation correspondaient aux besoins de nos activités.

Ci-dessous les coordonnées de notre médiateur :

AME Conso

11 place Dauphine - 75001 PARIS

09 53 01 02 69





ANNEXES

ANNEXE 1

Barèmes CNAF 2024

La CAF de Meurthe et Moselle nous communique en janvier de chaque année, les nouveaux barèmes plancher et plafond à appliquer pour le calcul de la participation des familles dans le multi-accueil.

Pour la période, du 1^{er} janvier au 31 décembre 2024, les ressources mensuelles sont de :

pour le plancher	765.77 €
pour le plafond	6000 €

Le tarif horaire étant modulé en fonction du nombre d'enfants à charge, voici le tableau récapitulatif :

Nombre d'enfants	1 enfant	2 enfants	3 enfants	De 4 à 7 enfants	8 enfants et plus
% à appliquer aux ressources mensuelles	0,0619	0,0516	0,0413	0,0310	0,0206
Tarif horaire au plafond	3.71 €	3.10 €	2.48 €	1.86 €	1.24 €
Tarif horaire au plancher	0.47 €	0.40 €	0.32 €	0.24 €	0.16 €

Les parents ayant à charge un enfant porteur de handicap et bénéficiaire de l'AEEH se verront appliquer le taux d'effort inférieur.



ANNEXE 2

Changements dans la situation Familiale

Type de changement	Date d'effet	Pièces justificatives	Effet
Isolement (suite à séparation, divorce, décès)	à partir du mois suivant le changement de situation	attestation sur l'honneur	seules sont prises en compte les ressources figurant sur l'avis d'imposition du parent isolé
Modification du nombre d'enfants à charge	à partir du mois suivant l'évènement	acte de naissance ou attestation sur l'honneur	modification du taux d'effort de la famille
Début ou reprise de vie commune	à partir du mois suivant le changement de situation	avis d'imposition ou de non imposition	prise en compte des ressources du couple sur la base des avis d'imposition





Changements dans la situation professionnelle

Type de changement	Date d'effet	Pièces justificatives	Effet
Chômage indemnisé	à partir du mois suivant le changement de situation	Notification du Pôle Emploi	Abattement de 30% sur les revenus professionnels et assimilés (IJ maladie) de la personne concernée
Invalidité avec cessation totale d'activité Affection Longue Durée (arrêt de travail supérieur à 6 mois)	à partir du mois suivant le changement de situation	Notification de la Caisse Primaire d'Assurance Maladie (CPAM)	Abattement de 30% sur les revenus professionnels et assimilés (IJ maladie, Pôle Emploi) de la personne concernée
Cessation totale d'activité (3 cas : voir ci-dessous)	à partir du mois suivant le changement de situation	Attestation sur l'honneur ou notification du Pôle Emploi selon le cas	Neutralisation des revenus professionnels et assimilés (IJ maladie, Pôle Emploi) de la personne qui cesse son activité
<ul style="list-style-type: none"> - la cessation totale d'activité pour se consacrer à l'éducation d'un enfant de moins de 3 ans, ou de plusieurs enfants avec perte totale de revenus professionnels et assimilés ; - le chômage non-indemnisé depuis au moins deux mois ; - la détention (sauf régime de semi-liberté). 			
Début ou reprise d'activité	à partir du mois suivant le changement de situation	Attestation sur l'honneur	Distinguer les deux cas de figure ci-dessous :
<p>a. si le foyer a des revenus dans l'année de référence :</p> <p style="padding-left: 20px;">☞ prise en compte de l'ensemble des ressources du foyer dans l'année de référence.</p> <p>b. en l'absence totale de revenus du foyer dans l'année de référence :</p> <p style="padding-left: 20px;">☞ évaluation forfaitaire sur la base de 12 fois le salaire mensuel.</p>			

Toute modification liée à la durée de travail (ex : passage à un temps complet ou à un temps partiel) ou liée à un changement d'employeur sera seulement prise en compte lorsque l'année durant laquelle cette modification intervient constituera l'année de référence pour le calcul de la participation familiale, soit en N+2. (...)





ANNEXE 3

REGLES APPLICABLES EN CAS DE

GARDE ALTERNEE

Exemple 1 : L'enfant en résidence alternée est accueilli en Eaje

Le nouveau conjoint de la mère a un enfant. La nouvelle conjointe du père a un enfant. Un contrat d'accueil est établi pour chacun des parents.

Tarifcation du père

- Ressources à prendre en compte : celles de M. et de sa nouvelle compagne
- Nombre d'enfants à charge : 2 (l'enfant de la nouvelle union et l'enfant en résidence alternée sont tous deux pris en compte).

Tarifcation de la mère

- Ressources à prendre en compte : celles de Mme et de son nouveau compagnon
- Nombre d'enfants à charge : 2 (l'enfant de la nouvelle union et l'enfant en résidence alternée sont tous deux pris en compte).

Exemple 2 : L'enfant en résidence alternée n'est pas celui qui est accueilli en Eaje

M. a deux enfants en résidence alternée. M. a un nouvel enfant issu d'une nouvelle union, cet enfant va en Eaje.

Pour le calcul de la tarification

- Ressources à prendre en compte : celles de M. et de sa nouvelle compagne
- Nombre d'enfant à charge : 3 (l'enfant de la nouvelle union du père et les enfants en résidence alternée sont pris en compte).





ANNEXE 4

ALLOCATIONS FAMILIALES

 **Vous êtes concernés!**

Soucieuse d'améliorer les modes de garde, votre Caf réalise dans cette crèche une enquête sur les enfants et leur famille.

 **Sécurité sociale**

Plus d'info sur : **caf.fr** **mon-enfant.fr** **filoue** enquête

Contact : **filoue.cnaf@cnaf.fr**



ANNEXE 5

Fiche de fonction pour la continuité de direction

La directrice met en œuvre tous les moyens permettant d'assurer la continuité de direction en rédigeant des protocoles écrits pour chaque délégation.

Cette continuité s'applique dès que la directrice est absente de la structure.

La continuité de direction est principalement assurée par l'adjoint(e) EJE. En cas d'absence conjointe de la directrice et de l'adjointe, la continuité de direction est assurée par la professionnelle diplômée EJE ou auxiliaire de puériculture, présente ce jour-là et ayant le plus d'ancienneté dans la structure.

Lors de l'absence de la directrice, la personne ayant en charge cette continuité de direction est garante du bon fonctionnement de la structure. Elle est responsable des décisions prises. Elle doit avoir une bonne connaissance du règlement intérieur.

Par rapport aux enfants :

- Appliquer et faire appliquer les protocoles (PAI, traitements médicaux journaliers, protocoles médicaux).
- Evaluer l'état de santé des enfants à leur arrivée et refuser l'enfant si son état de santé ne lui permet pas de supporter la collectivité.
- Prévenir la famille (ou autoriser la référente à le faire), si l'état de santé d'un enfant s'aggrave dans la journée.

Par rapport aux familles :

- Être identifiée auprès des familles comme chargée de la continuité de direction.
- Remplir une préinscription lorsqu'une famille se présente dans la structure, et/ou l'inviter à contacter la directrice pour tout complément d'information.
- Répondre aux demandes de garde supplémentaire pour la semaine en cours en fonction des places disponibles.

Par rapport à l'équipe :

- Être identifiée par l'équipe comme chargée de la continuité de direction.
- Prévenir la directrice en cas d'absence d'un(e) salarié(e), numéro affiché dans le bureau.
- Autoriser, éventuellement, un (e) professionnel (le) à quitter la structure en respectant le taux d'encadrement.
- Modifier les horaires de travail en cas d'absence d'un collègue pour assurer l'encadrement des enfants dans les normes de sécurité en vigueur.



Par rapport aux locaux :

- Mettre en œuvre le plan d'évacuation en cas d'urgence.
- Doit avoir une connaissance suffisante des locaux (disjoncteurs, robinet d'alimentation d'eau, extincteurs incendies).

La personne assurant la continuité de la fonction de Direction devra prévenir la directrice de tout événement grave se produisant au sein de la structure que cela concerne un enfant ou les locaux. En cas d'impossibilité à joindre la directrice, il est impératif d'en informer Le(la) Délégué(e) Territorial(e) à l'Animation Léo Lagrange, la Collectivité, le médecin de la crèche ou un directeur du secteur, en fonction du problème. (N° affichés dans le bureau).





ANNEXE 6

LA CHARTE NATIONALE POUR L'ACCUEIL DU JEUNE ENFANT

DIX GRANDS PRINCIPES POUR GRANDIR EN TOUTE CONFIANCE

1. Pour grandir sereinement, j'ai besoin que l'on m'accueille quelle que soit ma situation ou celle de ma famille.
2. J'avance à mon propre rythme et je développe toutes mes facultés en même temps : pour moi, tout est langage, corps, jeu, expérience. J'ai besoin que l'on me parle, de temps et d'espace pour jouer librement et pour exercer mes multiples capacités.
3. Je suis sensible à mon entourage proche et au monde qui s'offre à moi. Je me sens bien accueilli.e quand ma famille est bien accueillie, car mes parents constituent mon point d'origine et mon port d'attache.
4. Pour me sentir bien et avoir confiance en moi, j'ai besoin de professionnel.le.s qui encouragent avec bienveillance mon désir d'apprendre, de me socialiser et de découvrir.
5. Je développe ma créativité et j'éveille mes sens grâce aux expériences artistiques et culturelles. Je m'ouvre au monde par la richesse des échanges interculturels.
6. Le contact réel avec la nature est essentiel à mon développement.
7. Fille ou garçon, j'ai besoin que l'on me valorise pour mes qualités personnelles, en dehors de tout stéréotype. Il en va de même pour les professionnel.le.s qui m'accompagnent. C'est aussi grâce à ces femmes et à ces hommes que je construis mon identité.
8. J'ai besoin d'évoluer dans un environnement beau, sain et propice à mon éveil.
9. Pour que je sois bien traité.e, il est nécessaire que les adultes qui m'entourent soient bien traités. Travailler auprès des tout-petits nécessite des temps pour réfléchir, se documenter et échanger entre collègues comme avec d'autres intervenants.
10. J'ai besoin que les personnes qui prennent soin de moi soient bien formées et s'intéressent aux spécificités de mon très jeune âge et de ma situation d'enfant qui leur est confié par mon ou mes parents.



Cadre national pour l'accueil du jeune enfant - 2

Marché public de prestations de services

Gestion d'un Etablissement d'Accueil du Jeune Enfant à Saulxures-Lès-Nancy

Page 36



Le présent règlement de fonctionnement est remis aux parents à l'inscription. L'inscription d'un enfant à l'établissement, implique l'acceptation de ce règlement de fonctionnement.

Il est obligatoire de rapporter le coupon du règlement de fonctionnement signé par le ou les responsables de l'enfant.

Tout manquement au présent règlement peut entraîner l'éviction définitive de la famille concernée.

A..... le

(à découper et rendre à la directrice)

Nous soussignés

Reconnaissons avoir pris connaissance du présent règlement de fonctionnement du Multi-Accueil, et nous nous engageons à en respecter les différents points, et reconnaissons avoir été informés que tout manquement peut entraîner l'éviction définitive de notre enfant.

Fait à, le.....

SIGNATURE(S)





leo lagrange
ALSACE LORRAINE

Léo Lagrange Petite Enfance ALSACE LORRAINE

2 rue Maurice Moissonnier

69 517 VAULX EN VELIN

Tél. : 04.72.89.20.72 / Fax : 04.72.89.20.73

Mail : lpe.al@leolagrange.org

Web : www.leolagrange.org

